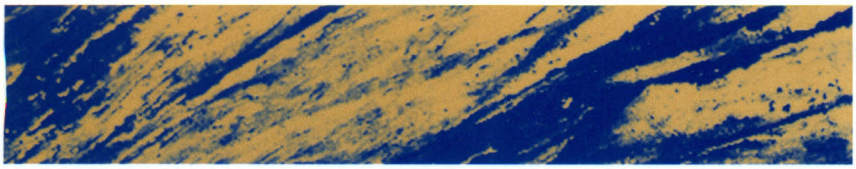
N°2 AVRIL-JUIN 2014 TRIMESTRIELLE PP. 247-468

Revue critique de droit international privé



DIRECTEUR
Bertrand Ancel

RÉDACTEUR EN CHEF
Horatia Muir Watt

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Sabine Corneloup

DALLOZ

UNIVERSIDAD DE LA REPUBLICA
FACULTAD DE DERECHO
BIBLIOTECA

SOMMAIRE DU N° 2-2014

Première Partie. — **Doctrine et Chroniques.**

Françoise MONÉGER – Le Code de la famille marocain de 2004 devant la Cour de cassation 247

Sandrine BIAGINI-GIRARD – L'appréhension de la famille en droit français des étrangers. Un modèle prédéterminé et imposé comme obstacle à un « droit naturel » ? 263

Jeffrey A. TALPIS – Le mariage civil des non-résidents célébré au Canada....291

Gilles CUNIBERTI – Abolition de l'*exequatur* et présomption de protection des droits fondamentaux. À propos de l'affaire *Povse c/ Autriche*....303

Deuxième Partie. — **Jurisprudence.**

I. — NATIONALITÉ.

Perte de la nationalité française – Article 87 ancien du Code de la nationalité – Ordonnance du 19 octobre 1945 – Article 9 – Acquisition volontaire d'une nationalité étrangère – Femmes – Perte de plein droit – Hommes – Loi du 9 janvier 1954 – Possibilité de conserver la nationalité française – Violation du principe d'égalité – Conseil constitutionnel, 9 janvier 2014, décision n° 2013-360 QPC, note Paul Lagarde, p. 329

II. — CONDITION DES ÉTRANGERS.

Citoyenneté de l'Union – Droit de séjour dans un État membre – Articles 20 TFUE et 21 TFUE – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Article 51 – Directive 2003/109/CE – Ressortissants de pays tiers – Directive 2004/38/CE – Ressortissants de pays tiers membres de la famille de citoyens de l'Union – Ressortissant de pays tiers n'accompagnant ni ne rejoignant un citoyen de l'Union dans l'État membre d'accueil et demeurant dans l'État membre d'origine du citoyen – Droit de séjour du ressortissant de pays tiers dans l'état membre d'origine d'un citoyen séjournant dans un autre état membre – Citoyenneté de l'Union – Droits fondamentaux – 2°) *Citoyenneté de l'Union* – Regroupement familial – Citoyens de l'Union en bas âge – Mère ressortissante de pays tiers – Résidence sur le territoire de l'État membre de la nationalité de l'enfant – Droit de séjour permanent – Famille recomposée – Conjoint ressortissant de pays tiers – Demandes de regroupement familial dans l'État membre d'origine du citoyen de l'Union – Refus du droit de séjour aux nouveaux conjoints en raison de l'absence de ressources suffisantes – Droit au respect de la vie familiale – Prise en considération de l'intérêt supérieur des enfants – Cour de justice de l'Union européenne, 8 novembre 2012, aff. C-40/11 et 6 décembre 2012, aff. C-356/11 et C-357/11, note Ségolène Barbou des Places, p. 339

Sécurité sociale – Prestations familiales – Bénéficiaires – Enfant mineur étranger résidant en France – Conditions – Production du certificat médical délivré par l'Office français de l'immigration et de l'intégration – Exception – Cas – Application de la décision 3/80 du conseil d'association CEE-Turquie du 19 septembre 1980 – Cas – Application de l'accord euro-méditerranéen du 22 avril 2002 – 2°) *Convention européenne des droits de l'homme* – Article 8 – Respect de la vie familiale – Compatibilité – Code de la sécurité sociale – Article L. 512-2 – 3°) *Convention européenne des droits de l'homme* – Article 14 – Convention de New York du 20 novembre 1989 – Droits de l'enfant – Interdiction de discrimination – Compatibilité – Code de la sécurité sociale – Article L. 512-2 – Cour de cassation (Ass. plén.), 5 avril 2013 (2 arrêts), note Natalie Joubert, p. 370

Visas – Règlement (CE) n° 810/2009 – Articles 21, § 1, 32, § 1, et 35, § 6 – Procédures et conditions de délivrance des visas uniformes – Obligation de délivrer un visa – Évaluation du risque d'immigration illégale – Volonté du demandeur de quitter le territoire des États membres avant l'expiration du visa demandé – Doute raisonnable – Marge d'appréciation des autorités compétentes – Cour de justice de l'Union européenne, 19 décembre 2013, aff. C-84/12, note Ségolène Barbou des Places, p. 379

III. — CONFLITS DE LOIS.

. . . . . .

IV. — CONFLITS DE JURIDICTIONS.

Trust – Trust judiciaire – Revenus provenant de l'exécution du jugement de l'exequatur – 2°) *Injonction* – Ordre de ne pas tirer profit du jugement étranger aux États-Unis – Tribunal de première instance du Southern District of New York, 4 mars 2014, note Horatia Muir Watt, p. 397

COPIA 1

V. — UNION EUROPÉENNE.

Règlement (CE) n° 1346/2000 – Procédures d'insolvabilité – Notion de « clôture de la procédure » – Possibilité pour la juridiction saisie d'une procédure secondaire d'insolvabilité d'apprécier l'insolvabilité du débiteur – Possibilité d'ouvrir une procédure de liquidation en tant que procédure secondaire d'insolvabilité alors que la procédure principale est une procédure de sauvegarde – 2°) *Règlement (CE) n° 1346/2000* – Procédures d'insolvabilité – Article 27 et article 3 – Procédure secondaire – Compétence – Exclusion – Prononcé d'une interdiction de gérer – Cour de justice de l'Union européenne, 22 novembre 2012, aff. C-116/11 et Cour de cassation (Com.), 22 janvier 2013, note Fabienne Jault-Seseke et David Robine, p. 404

Règlement (CE) n° 44/2001 – Article 19 – Employeur – Détermination – Co-employeurs – Caractérisation – Cour de cassation (Soc.), 18 décembre 2013, note Fabienne Jault-Seseke, p. 426

Règlement (CE) n° 44/2001 du 22 décembre 2000 – Article 5 § 3 – Localisation du fait dommageable – Préjudice financier résultant de la perte de valeur de titres cotés en bourse – Responsabilité du gestionnaire/dépositaire de portefeuille d'une SICAV étrangère – 2°) *Règlement (CE) n° 44/2001 du 22 décembre 2000* – Article 6 § 1er – Article 28 – Lien de connexité – Demande contre le gestionnaire/dépositaire de portefeuille d'une SICAV – Demande contre la banque par l'intermédiaire de laquelle les titres ont été souscrits – Risque de décisions inconciliables (Non) – Cour de cassation (Com.), 7 janvier 2014, note Sabine Corneloup, p. 432

Troisième Partie. — **Documentation.**

I. — Traités nouveaux de la France (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

. . . . . .

II. — Lois, décrets et actes officiels français (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits :

Droit de la consommation – Loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation – note S. C., p. 450

III. — Union européenne.

. . . . . .

IV. — Informations diverses.

Créances alimentaires – Mandat d'arrêt européen – Réponse du ministre, p. 458

Mariage – Canada – Loi modifiant la loi sur le mariage civil du 26 juin 2013, p. 460

Quatrième Partie. — **Bibliographie.**

I. — Livres. – CLAVEL (Sandrine) et GALLANT (Estelle), Les grands textes de droit international privé (B. A.), p. 463 – KHAIRALLAH (Georges) et REVILLARD (Marielle) (dir.), Droit européen des successions internationales. Le Règlement du 4 juillet 2012 (B. A.), p. 464 – TRIMMINGS (Kataraina) et BEAUMONT (Paul) (éd.), International Surrogacy Agreements (Horatia Muir Watt), p. 465